



Gênes, juillet 2001. La réunion du G8 suscite l'une des plus importantes mobilisations anti-/altermondialistes au tournant du siècle – mais aussi l'une des plus violentes répressions étatiques dans un pays européen : un mort, Carlo Giuliani, des centaines de blessés et d'arrestations. Le 27e sommet du G7-G8 s'est réuni à Gênes, en Italie, les 20 et 21 juillet 2001. Du côté des mouvements progressistes, la mobilisation s'annonçait comme la plus importante alors jamais organisée contre le « directorat » des puissances et la mondialisation libérale. Plus de 10 000 manifestant.e.s étaient attendus en provenance de divers pays européens, avec de fortes délégations allemande, britannique, espagnole, française et grecque. Le Forum social de Gênes (ou GSF pour Genoa Social Forum) espérait réunir plus de 100 000 personnes le samedi, point culminant des manifestations.

Les prévisions italiennes les plus optimistes ont été dépassées. Quatre jours durant, du 19 au 22 juillet, les initiatives se sont succédé en une sorte de contre-sommet pluriel en crescendo, une lame de fond : 50 000 manifestants en défense des immigrés, puis des dizaines de milliers pour encercler la « zone rouge » (où se retrouvaient les chefs d'État sous protection policière maximale), et enfin 300 000 contre la mondialisation capitaliste et la répression étatique.

Comme souvent, les ressorts de cette mobilisation exceptionnelle étaient multiples. Elle s'inscrivait sur le plan international dans la montée en puissance des révoltes contre l'ordre néolibéral, l'entrée en lutte d'une nouvelle génération jeune (la plupart des manifestant.e.s l'étaient !) et l'envol du mouvement anti- ou altermondialiste sur le Vieux Continent. En Italie, il s'agissait aussi de l'une des premières ripostes de masse à la toute récente victoire de Silvio Berlusconi, les élections du 11 juin 2001 lui permettant de redevenir président du Conseil. Face aux mesures antisociales immédiatement annoncées par le nouveau gouvernement (flexibilisation accrue du marché du travail...), les syndicats de métallurgistes avaient déjà réuni dans la rue, à la fin du mois, 300 000 personnes.

Gênes représentait pour le mouvement anti- ou altermondialiste un enjeu majeur sur le plan européen. Il s'agissait de consolider la coordination des mouvements à l'échelle de l'Union et de reprendre l'initiative après la violente répression, un mois plus tôt, des manifestations (près de 20 000 personnes) à Göteborg (Suède), où la police avait tiré à balles réelles, provoquant un

choc politique majeur.

Le Forum social de Gênes

Gênes représentait aussi un enjeu majeur en Italie, pour construire dans tout le pays un mouvement opposé à la mondialisation libérale, tester de nouvelles modalités de mobilisation et de convergences militantes, élargir la capacité de riposte unitaire à Berlusconi – et pour affirmer l'existence d'une autre gauche, vivace, alors que la gauche institutionnelle venait d'être spectaculairement désavouée aux élections.

Le centre gauche et la gauche institutionnelle ont senti la pression du mouvement. Les Démocrates de gauche (DS, ex-PDS) ont même essayé de se refaire une virginité en annonçant à la onzième heure leur volonté de se joindre aux manifestations, avant de se rétracter en dénonçant les violences. C'était pourtant le gouvernement de centre gauche qui avait organisé le G8, puisqu'il était au pouvoir jusqu'en mai !

Le GSF était une structure unitaire, ouverte, réunissant quelque 800 organisations. Refondation communiste (PRC) était le seul parti dans le mouvement avec son organisation de jeunesse, les *Giovani comunisti* (Jeunes communistes). Les gauches syndicales étaient très présentes : syndicats extraconfédéraux comme les Cobas et courants de gauche de la CGIL, ou encore la fédération des métallurgistes (la Fiom). Le monde associatif aussi (ManiTese, Lega Ambiente, ARCI – Attac venait d'être créé...) avec d'importants réseaux comme celui des centres sociaux, ainsi que des groupes pacifistes, ou les Invisibles – les Tute bianche (« Tuniques blanches ») –, partisans de la désobéissance civile active...

Le trait le plus marquant du mouvement, c'est sa jeunesse et sa diversité. Au lendemain des mobilisations, Flavia D'Angeli, alors membre de la direction des *Giovani comunisti* et l'une des animatrices du Forum social de Gênes, prenait la mesure de l'événement : "Le bilan est double : nous sommes frappés par la violence policière, mais aussi par le succès du GSF. Un mouvement énorme est en train de se développer. Une manif comme celle du 21, seuls le PCI et la CGIL étaient capables de l'organiser il y a un certain nombre d'années. Le GSF est en train de se transformer en Forum social italien : il va organiser la mobilisation à l'automne, ainsi que le prochain forum social de Porto Alegre. La participation des jeunes est l'un des traits fondamentaux de ce mouvement. Depuis la guerre du Golfe, on n'avait pas vu la jeunesse se mobiliser ainsi.

Dossier : Il y a dix ans en juillet 2001, le contre-G8 de Gênes

Écrit par Pierre Rousset, Antoine Boulangé, Josep Maria Antentas, Esther Vivas
Lundi, 25 Juillet 2011 19:33 - Mis à jour Lundi, 25 Juillet 2011 19:58

Au stade Carlini, dès jeudi, il y avait 10 000 jeunes. Et tous ces jeunes ont subi les charges des policiers, mais sont restés là, pour manifester. Cette jeunesse exprime une grande révolte face à la mondialisation, face à la précarité qu'elle subit, dans le travail, mais aussi dans son existence. Sa révolte est très spontanée, mais pas toujours très politique. Un mouvement comme les Tute bianche, qui mène la mobilisation des jeunes, mêle une critique radicale du capitalisme et des discours parfois assez réformistes. La radicalité s'exprime davantage dans les formes de lutte que dans les contenus. Mais en tout cas, et même si on a une lecture différente de la société, il faut être à fond dans ce mouvement, qui existe à cause de la condition sociale de la jeunesse." [1]

Chaque matin, les organisations partie prenante Forum social de Gênes se réunissaient pour préparer les initiatives, travaillant à partir d'un principe : il ne s'agit pas de se mettre d'accord sur tout, mais de se regrouper selon des affinités, en fonction de ce que les uns et les autres veulent faire, notamment lors le 20 juillet (encerclement de la zone rouge). Chacun dit ce qu'il a l'intention de faire, et respecte les initiatives des autres.

Les manifestations de Gênes ont commencé sans violence. Le jeudi 50 000 jeunes (surtout) ont défilé en défense des droits des immigré.e.s, sans incident. Le nouveau gouvernement symbolisait non seulement le pouvoir de l'argent (Berlusconi représentait alors la 14e fortune mondiale), mais aussi l'extrême droite xénophobe avec en son sein certains des groupes les plus réactionnaires d'Italie comme l'Alliance nationale, d'origine fasciste et premier allié du parti de Berlusconi, Forza Italia, ainsi que la Ligue du Nord, populiste raciste.

Vendredi matin, divers regroupements « affinitaires » se sont mis en place pour encercler la zone rouge, autour de plusieurs pôles : Attac et Globalize Resistance, les Cobas... La LCR et les JCR ont décidé de manifester avec les Tute bianche et les jeunes de Refondation communiste, l'objectif de ce cortège étant d'essayer d'entrer pacifiquement dans la zone rouge. Mais ces divers pôles, tous partie prenante du GSF, ne sont pas les seuls à manifester. Sont également présents des groupes du « black bloc » qui suscitent les premiers affrontements en essayant d'y impliquer les diverses composantes du Forum social. La police prend prétexte de cette situation pour déclencher une répression d'une extrême violence.

Répression préméditée

S'il ne faut pas criminaliser celles et ceux qui se retrouvaient dans les "black blocs" (pour la majorité de jeunes radicaux), ils affichaient aussi clairement une orientation différente de celle

du GSF, qu'ils taxaient de « réformiste ». Plutôt que d'encercler la zone rouge et de tenter d'y pénétrer, ils voulaient surtout s'attaquer aux « symboles » du capitalisme, des façades de banques aux vitrines de commerces ou voitures de luxe. L'action des « black blocs », facile à manipuler par la police, posait alors problème dans de nombreux pays européens. Elle a été utilisée en Italie pour déclencher une répression préparée de longue date par le ministre de l'Intérieur, Scajola. La violence des forces de l'ordre n'était pas un dérapage, mais un choix politique délibéré pour criminaliser un mouvement de contestation en pleine ascension et user l'arme de la peur pour démobiliser les manifestant.e.s.

Depuis Seattle (1999), les gouvernants s'inquiétaient de voir chaque réunion internationale (FMI, G8, sommets européens...) être soumise à de véritables sièges militants. Silvio Berlusconi, pour sa part, avait bien compris l'enjeu italien de Gênes. Il ne voulait pas que son triomphe encore frais soit terni alors qu'il recevait en grandes pompes les chefs d'État des puissances mondiales. Une pression idéologique considérable a été exercée pour mettre en garde l'opinion contre le mouvement. Des semaines durant, les médias italiens, puis européens ont couvert la préparation des manifestations. Ainsi, le jour dit, la ville de Gênes était en état de siège, des barrières hautes de quatre mètres bloquant les accès à la zone rouge. La plupart des commerçants avaient fermé boutique.

La police s'est livrée à des charges et des exactions d'une violence extrême : tirs de grenades lacrymogènes à bout portant, utilisation de balles en caoutchouc, tabassages massifs... Tous les cortèges, sans exception, même les plus pacifiques comme celui des Lilliput, ont été frappés par une répression qui a fait quelque 600 blessés. Carlo Giuliani, 23 ans, est tué, touché à la tête par des balles réelles avant d'être écrasé par un véhicule blindé de la gendarmerie (carabinieri).

Face aux violences policières du vendredi, un appel a été lancé pour que la manifestation du samedi soit la plus massive possible : 300 000 personnes se sont retrouvées place Sturla pour une manifestation à la fois grave et très déterminée. Les forces de l'ordre ont à nouveau chargé, pour briser le cortège en plusieurs endroits.

Dans un climat de terreur policière, le dimanche 22, les forces de l'ordre ont investi l'école Diaz où se trouvait le centre de convergence des médias alternatifs. Matériel saccagé, disques durs saisis... Les 307 personnes qui y dormaient sont pour la plupart arrêtées puis séquestrées pendant trois jours à la caserne de Bolzaneto. Elles y subissent de nombreux sévices, violences et humiliations : insultés, sommés de chanter des chants fascistes, frappés à coups de matraque, giflés, obligés de rester des heures durant les jambes écartées les bras tendus contre le mur – filles dénudées et moquées, garçons frappés dans les testicules, atmosphère

de lynchage... La raison de cette intervention semble bien être la recherche de photos et d'une vidéo démontrant l'infiltration de certains groupes du « black bloc » par la police, et non la recherche d'armes comme il était officiellement affirmé.

Pour Claudio Sabattini, secrétaire de la Fiom, fédération CGIL des métallurgistes : « Ce fut un acte de terrorisme. [Ils] ont sauvagement et gratuitement frappé des gens sans défense, dans un style sud-américain. [...] Dans les années 1980 à la Fiat, on a voulu établir une équation entre conflit social et terrorisme. Aujourd'hui on voit le même schéma, c'est ainsi que le gouvernement veut affronter chaque mouvement d'opposition, pour l'étouffer dans l'œuf ». La Fédération nationale de la presse (FNSI, syndicat unitaire des journalistes italiens) a dénoncé « la dramatique agression contre le centre de presse et le siège légal du GSF de la part des forces de l'ordre, un blitz sans discernement, violent, et disproportionné par rapport à son objectif ».

La FNSI souhaite que « la magistrature fasse immédiatement la clarté sur cet assaut et que le ministre de l'Intérieur explique les raisons de tant de violences. Les forces de l'ordre ont détruit des ordinateurs et du matériel de radios privées, elles ont frappé et blessé des journalistes et des collaborateurs de titres nationaux et locaux, rendu inutilisable un réseau informatique. À tous les journalistes, sans en exclure aucun, attachés à garantir l'information dans une situation des plus difficiles, et à ceux qui ont été blessés, va la solidarité de la FNSI ».

C'est une répression sans précédent dans un pays d'Europe occidentale depuis un quart de siècle. Elle provoque en retour un élargissement de la mobilisation : la peur ne fait pas la loi. Comme le relate Flavia D'Angeli, " Après Göteborg et parce que Gênes s'annonçait comme un rendez-vous massif, on s'attendait à un certain niveau de répression, mais jamais nous n'aurions pu imaginer quelque chose d'aussi violent et grave. Depuis 25 ans, jamais la police n'avait tué un manifestant en Italie. Le gouvernement et le ministre de l'Intérieur défendent la police et le carabinier qui a tué Carlo Giuliani, ce qui évoque davantage un régime policier qu'une démocratie, tout comme l'attaque du siège du Genoa Social Forum (GSF), qui a eu lieu parce que venaient d'être diffusées des images montrant que le « black bloc » et la police étaient coordonnés.

La réponse est incroyablement massive. Vu qu'une grande partie des acteurs de ce mouvement sont des jeunes qui n'ont jamais connu de tels affrontements avec la police, on pouvait s'attendre à une réaction de peur. C'est le contraire qui se passe. Des manifestations ont aussi tôt eu lieu, et la coordination du GSF a appelé à une journée de mobilisation mardi. La participation est énorme, surtout pour cette période de l'année. Lundi il y avait 200 000 personnes à Milan, 5 000 à Bologne dimanche, et il y a eu des milliers de personnes dans de

petites villes et villages..."

Un point d'inflexion

Gênes a représenté un très important point d'inflexion dans le développement des résistances à la mondialisation capitaliste en Europe. Le choix du nom de Forum social de Gênes affirmait une filiation avec le Forum social mondial dont la première session s'était tenue en janvier de la même année à Porto Alegre (Brésil). Le processus prenait pleinement pied dans l'Union européenne.

Depuis des années, des conférences internationales de tous ordres, souvent à dominante ONG, se réunissaient, mais de façon largement décousue. Cette fois-ci, les initiatives s'enchaînaient, la précédente nourrissant la suivante, enclenchant une dynamique d'accumulation de forces militantes et d'extension des réseaux. C'est par exemple à Nice, en décembre 2000, lors des mobilisations contre le sommet de l'UE, que des mouvements français ont décidé de préparer Gênes. Chaque rencontre ou mobilisation permettait de renforcer des liens de confiance entre des équipes militantes très diverses, donnant naissance à une véritable trame solidaire internationale ; l'apprentissage de nouvelles pratiques unitaires se généralisait. Simultanément, le centre de gravité du processus se déplaçait vers les mouvements sociaux et l'implication de composantes syndicales commençait à se renforcer.

Gênes s'est ainsi inscrite dans un processus transcontinental qui a débuté bien avant Seattle, puis à pris forme lors de conférences militantes comme à Bangkok et Genève d'où, en juin 2000, a été lancé l'appel international pour le Forum social mondial de Porto Alegre. Dès l'origine, le FSM s'est, entre autres, constitué comme « un mouvement de mouvements », une caractéristique sans laquelle on ne peut pas comprendre son extraordinaire dynamisme, son inventivité initiale, sa très rapide extension géographique et sa capacité rare à s'élargir tout en se radicalisant face à la violence des politiques néolibérales.

Après celle de Göteborg, l'expérience de Gênes a ouvert au sein du mouvement anti-/altermondialiste un débat parfois difficile sur la violence. Mais elle a surtout manifesté la capacité de jeunes générations militantes à résister à la répression et aux menaces gouvernementales. Une capacité qui allait se révéler précieuse quelques mois plus tard quant, après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, le mouvement allait être la cible d'une vaste offensive idéologique et politique pour sa remise au pas au nom de la lutte antiterroriste

Pierre Rousset

1. Interview parue dans Rouge n° 1933 du 26 juillet 2001. Les citations sont tirées de ce numéro. Flavia D'Angeli est aujourd'hui une dirigeante de Sinistra critica (Gauche critique) en Italie.

Revue Tout est à nous (TEAN) n° 23, de juillet 2011.

Gènes 2001 : 5 jours qui ébranlèrent le G8

Ceux et celles qui passèrent ces quelques jours à Gênes en revinrent avec bien sûr en tête la formidable répression qui s'abattit sur les manifestantEs. Mais également avec la vision d'une autre démocratie où tout est débattu publiquement, au cours d'assemblées générales quotidiennes, rassemblant des milliers d'activistes, sur les docks du port de Gênes, survolés en permanence par les hélicoptères de la police, dans une ville « morte », quadrillé par 20 000 robocops.

Le premier soir, le mercredi, l'ambiance était encore festive, avec un concert de Manu Chao. Des milliers de jeunes, organisés ou non, de différents réseaux (Attac, syndicats, organisations politiques de gauche, groupes « autonomes »...) convergeaient vers Gênes de toute l'Europe (dont près de 5 000 Français).

Une partie arriva juste à temps pour participer à la manif pour les migrants qui se déroula dans un climat confiant, malgré la présence policière impressionnante. Ensuite tout le monde se retrouva au centre de convergence pour faire le point sur la journée du lendemain dont l'objectif était d'envahir la zone rouge. Cette action avait donné lieu à d'intenses débats depuis plusieurs mois : comment être le plus efficace pour briser cette zone rouge ? Afin de maintenir le cadre unitaire du GSF, il fut décidé d'un encerclement par différents points de la zone rouge, avec pour chaque rassemblement des stratégies de luttes différentes. Cela permettait à tous (radicaux et moins radicaux) de se retrouver le lendemain. Mais ce fut également une faiblesse

qui permit à la police d'attaquer violemment les radicaux, isolés du reste des manifestants, et de tenter de diviser le mouvement.

Le jeudi soir, chaque pôle préparait donc activement sa manifestation du lendemain. Le pôle radical était dominé par les Tute bianche italiens dont la stratégie était une confrontation physique massive, mais « non offensive », avec la police. Pour cela, près de 10 000 personnes préparaient leur équipement : combinaison blanche, casque, foulard pour les gaz et plus impressionnant, de nombreux dispositifs défensives en mousse, en carton, en pastique... Dans un autre stade, plusieurs milliers de jeunes de toute l'Europe s'étaient retrouvés avec les différents réseaux autour d'Attac, pour une manifestation pacifique dont l'objectif était d'atteindre et de tenter de pénétrer au moins symboliquement la zone rouge. D'autres groupes, comme les pink, proposaient un pôle festif, déguisés en clown, totalement non violent, face à la zone rouge. Ce cortège fut sauvagement attaqué par la police alors qu'ils étaient assis par terre.

Le vendredi matin, la manifestation commença en une dizaine de points différents, rassemblant au total près de 80 000 personnes, mais aucun cortège ne dépassait 15 000 à 20 000 personnes. La police attaqua très violemment les Tute bianche, par plusieurs rues latérales, avant qu'ils atteignent la zone rouge, faisant voler en éclat tous les dispositifs de défense du cortège. Des milliers de jeunes ripostèrent dans une véritable guérilla urbaine. C'est là que Carlo Giuliani fut assassiné. Des affrontements eurent lieu dans différents points, donnant lieu à plus de 600 hospitalisations.

Le soir, après cette répression inédite depuis les années 1970, tout le monde se retrouva au centre de convergence pour décider de la suite, dans une ambiance d'apocalypse, sur une tribune au milieu des conteneurs du port survolée par les hélicoptères, au milieu des vapeurs des gaz lacrymogènes. les débats furent vifs entre les plus modérés qui pensaient qu'il fallait cesser les manifestations (PDS italien, mais également Bernard Cassen et Susan Georges d'Attac), et ceux qui appelaient à une riposte unitaire encore plus massive et dénonçaient le G8 et la répression de Berlusconi (Rifundazione comunista, dirigeants de la Fiom, Tute bianche, gauche radicale européenne). Bertinotti, dirigeant de RC, fit une brillante intervention, retransmise en direct à la télé, appelant la classe ouvrière italienne à se mobiliser, à se solidariser de la jeunesse.

Il fut donc décidé d'appeler dès le lendemain matin à une nouvelle manifestation. La CGIL (principal syndicat italien) mit toutes ses forces dans la bataille. Dans la nuit, des trains, des bus furent affrétés de toute l'Italie. Sur internet, la nouvelle circulait et plus d'un millier de personnes prirent leur voiture pour venir de France.

Le samedi matin, la riposte fut exemplaire avec 300 000 manifestants. La classe ouvrière italienne se mobilisa contre Berlusconi, rejetant la diabolisation du mouvement altermondialiste. Les cortèges syndicaux venus de toute l'Italie se mélangeaient avec des cortèges jeunes. Tous ceux qui ont participé à cette manifestation ont ressenti une énergie fantastique, nécessaire pour poursuivre face à la répression. Malgré la police qui tenta à nouveau de briser le mouvement en attaquant la manifestation en plusieurs points, la manifestation se poursuivit jusqu'au bout.

Antoine Boulangé

Gênes 2001: dix ans après, la mémoire indignée

Cela fait dix ans maintenant qu'a eu lieu le sommet du G8 à Gênes, en juillet 2001, où s'écrivit une des pages les plus significatives de l'histoire du mouvement altermondialiste. Les protestations de Gênes ont représenté un moment culminant dans la phase de croissance linéaire de ce mouvement depuis la Rencontre ministérielle de l'OMC de novembre 1999 à Seattle, qui avait ouvert un nouveau cycle international de mobilisations. Gênes se déroula peu de temps après la tenue du premier Forum Social Mondial de Porto Alegre, en janvier 2001, sous le slogan désormais célèbre d'"Un autre monde est possible" et dont la pertinence est encore plus évidente aujourd'hui, en pleine crise globale.

Le 10e anniversaire des journées de Gênes arrive au moment où l'Union européenne traverse de fortes turbulences et où les vents qui ont électrisé le monde arabe depuis la fin de 2010 soufflent avec de plus en plus d'intensité sur le Vieux continent. Les mobilisations soutenues en Grèce et l'irruption du mouvement des indignéEs dans l'Etat espagnol, sans oublier la victoire dans le référendum sur l'eau en Italie même, sont parmi les symptômes les plus significatifs de la montée d'une nouvelle période de luttes, où l'objectif est d'internationaliser et d'"européaniser" les résistances émergentes.

Il y a 10 ans, les événements dans cette ville italienne avaient capté l'imaginaire de millions de personnes et de multiples mouvements et luttes sociales dans toute la planète, qui se sont identifiés avec le message de critique radicale de la globalisation capitaliste d'une protestation

vécue comme étant la leur.

Le caractère massif de cette dernière, sa radicalité et le niveau de confrontation élevé entre les manifestantEs et le pouvoir ont caractérisé la dynamique de journées décisives, où le temps historique semblait s'accélérer de manière très intense, au rythme des tentatives des activistes de "libérer" la ville, d'entrer dans la "zone rouge" interdite et de déstabiliser le sommet officiel. "Nous sommes des millions, vous n'êtes que 8", tel était le sentiment général de ceux et celles qui sont arrivés dans cette ville portuaire historique, déterminés à faire plier les maîtres du monde.

L'assassinat par balles du jeune Carlo Giuliani au cours de la journée d'action directe du 20 juillet et l'assaut de la police contre l'Ecole Diaz furent les épisodes les plus douloureux de mobilisations marquées par une répression féroce. Organisée comme un lieu de repos et de réunion pour une partie des manifestants étrangers, l'Ecole Diaz est devenue dans la nuit du 21 juillet la scène d'une vendetta policière qui laissa derrière elle 63 blessés et des dizaines d'arrestations, provoquant un scandale politique et médiatique ainsi qu'un long procès.

Gênes marqua le début d'une période de fortes protestations sociales contre le gouvernement Berlusconi. C'est une véritable "génération Genova" qui naquit en Italie à cette occasion. Ensemble avec le mouvement altermondialiste, des syndicats majoritaires, et en particulier la CGIL, ont joué un rôle important dans ces luttes - après leur absence remarquable lors des premières journées du contre-sommet du G8 - en organisant plusieurs grèves générales et des mobilisations, mais en n'abandonnant pas pour autant leur orientation de syndicalisme de concertation.

En partie comme résultat de ce long processus, en avril 2006, les forces du centre-gauche sont arrivées au pouvoir, après une victoire électorale à l'arrachée face à la droite menée par Berlusconi. Mais les deux années de gouvernement Prodi ont laissé derrière elles un triste bilan en politique économique, sociale et étrangère, provoquant la désillusion, la démoralisation et la démobilisation sociale... qui ont pavé le chemin pour le retour au pouvoir triomphal d'Il Cavaliere en avril 2008. Ce dernier fête aujourd'hui, en pleine décadence et dans une atmosphère de fin de règne, la boucherie provoquée par les carabinieri il y a dix ans.

Peu après les événements de Gênes, les attentats du 11 septembre à New York ont signifié à leur tour le début d'une nouvelle période internationale marquée par la "guerre globale contre le terrorisme". La protestation contre la guerre allait prendre force au sein de la critique de la

globalisation, ouvrant la voie au développement d'un mouvement anti-guerre massif dont le point culminant fut la journée internationale de mobilisations du 15 février 2003, à la veille de l'invasion de l'Irak. A partir de là, le mouvement altermondialiste entra dans une nouvelle phase, marquée par la perte de centralité de ses mobilisations, de sa capacité d'articulations et par une plus grande dispersion des luttes sociales, dans un contexte très défensif dans l'ensemble de l'Union européenne. Cela a duré jusqu'à l'éclatement de la "grande crise" de 2008, qui détermine la situation internationale depuis trois ans et face à laquelle on assiste aujourd'hui à une remontée des luttes sociales.

Dix ans après le sommet de Gênes, le cycle ouvert par le mouvement altermondialiste s'est terminé, mais un autre s'ouvre devant nous. Ce n'est donc pas un anniversaire nostalgique d'un mouvement qui fut, mais qui n'est plus. C'est un anniversaire dont la mémoire indignée de ces journées mythiques nous permet de remémorer le passé pour regarder l'avenir. Où le souvenir de l'assaut contre la "zone rouge" se mélange avec ceux très récents des occupations des places, des assemblées de quartiers et du blocage du parlement Catalan. Et où la mémoire de Carlo Giuliani ne fait qu'augmenter la rage et l'indignation de ceux qui, avec encore plus de raisons qu'il y a dix ans, continuent à affirmer qu'un "autre monde est possible" et que "nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers".

Josep Maria Antentas et Esther Vivas

Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB). Esther Vivas participe au Centre d'études sur les mouvements sociaux (CEMS) de l'Universitat Pompeu Fabra (UPF). Tous deux sont membres de la Gauche Anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista – Revolta Global, en Catalogne), rédacteurs à la revue « Viento Sur » et auteurs de « Resistencias Globales. De Seattle a la Crisis de Wall Street » (Editorial Popular, 2009). Tous deux ont participé au sommet de Gênes en 2001 et participent actuellement au mouvement des indignés dans l'Etat espagnol.

<http://esthervivas.wordpress.com/> Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

Dans les rues de Gênes, dix ans après

Dossier : Il y a dix ans en juillet 2001, le contre-G8 de Gênes

Écrit par Pierre Rousset, Antoine Boulangé, Josep Maria Antentas, Esther Vivas
Lundi, 25 Juillet 2011 19:33 - Mis à jour Lundi, 25 Juillet 2011 19:58

Dix ans après les mobilisations historiques contre le G8, quelques 30.000 personnes ont manifesté le samedi 23 juillet dans les rues de la vieille cité portuaire pour montrer notre indignation contre les politiques néolibérales et le gouvernement de Berlusconi et pour remémorer des journées qui ont marqué un point d'inflexion.

Cette manifestation culminait une série d'activités politiques et culturelles d'hommage et de souvenir aux victimes de la répression des carabinieri, à Carlo Giuliani en premier lieu, qui ont eu lieu dans la ville depuis plusieurs semaines.

Beaucoup de choses se sont déjà passées depuis ces « journées qui ont ému le monde », dans une décennie parcourue en image de manière pertinente par l'Exposition Cassandra, qui s'est symboliquement tenue dans le Palazzo Ducale, là où le G8 s'était réuni il y a dix ans afin de décider impunément de nos vies et du destin de la planète.

Comme cela devait se faire, les événements commémoratifs ont été non seulement marqués par la mémoire de ces journées de juillet 2001, mais aussi par l'espoir de voir naître un nouveau cycle de luttes en Italie et en Europe, à la chaleur des événements dans le monde arabe, en Grèce et dans l'Etat espagnol, et suite au succès rencontré lors du référendum sur l'eau.

Il était difficile de ne pas s'émouvoir en marchant à nouveau dans les rues de Gênes, une ville qui restera inoubliable dans la mémoire de ceux qui ont participé aux intenses mobilisations contre le G8. La massivité et la radicalité des protestations, l'assaut contre la « zone rouge », la mort tragique de Carlo et la sanguinaire intervention policière dans l'Ecole Diaz ont marqué toute une génération.

Aujourd'hui, notre mémoire n'est pas nostalgique, c'est une mémoire indignée mais pleine d'espoir dans ce nouveau cycle de luttes, dans ce « second round » de notre combat contre le capitalisme global qui s'ouvre devant nos yeux et qui a la monde méditerranéen comme épice centre.

« Nous sommes des millions, eux ne sont que 8 » disions nous alors. « Eux sont la crise. Nous sommes l'espoir » crions nous en parcourant les rues d'une ville que nous ressentons comme la nôtre.

Dossier : Il y a dix ans en juillet 2001, le contre-G8 de Gênes

Écrit par Pierre Rousset, Antoine Boulangé, Josep Maria Antentas, Esther Vivas
Lundi, 25 Juillet 2011 19:33 - Mis à jour Lundi, 25 Juillet 2011 19:58

Josep Maria Antentas